



## **Motion de soutien des agents territoriaux CGT de la Ville de Montreuil à Sophie Binet, victime d'une intimidation patronale**

### **Ce n'est pas un coup de menton du patronat qui arrêtera la CGT !**

Le macronisme finissant est faible et le patronat ne veut pas laisser la main aux salariés et au mouvement social pour inventorier le bilan social désastreux de ces deux présidences Macron commencées par les funestes ordonnances travail de 2017.

Dans ce contexte, tous les moyens sont bons pour déstabiliser, attaquer, museler et réduire au silence la voix syndicale qu'incarne sans concession aucune la CGT.

Pour parvenir à ses fins, le patronat a recours à un chantage permanent à l'emploi et à l'investissement en France. Si les réformes ne vont pas dans le sens de l'intérêt du capital et de ses dividendes alors les patrons brandissent la menace de délocalisation. Une menace bien réelle reconnue par Bruno Grandjean, président de la société REDEX, observateur des pratiques patronales partant installer leurs activités à l'étranger et qui pour sa part déclare dans les colonnes du journal Le Parisien : « *Je ne comprends pas ceux qui quittent le navire* » (sic)...

Au lieu de rechercher ensemble, dans le cadre du dialogue social et du paritarisme, les voies communes de l'égalité et de la prospérité pour tous, le patronat français est prêt à abandonner celles et ceux qui font la richesse de leurs entreprises, ces millions de travailleuses et travailleurs, pour préserver leurs profits et accroître leurs richesses !

En quoi ce chantage à l'emploi et à l'investissement est-il étié pour reprendre l'acronyme de l'association ETHIC qui poursuit Sophie Binet en justice pour ses déclarations à l'antenne de la radio RTL autour de cette attitude égoïste et de haute trahison sociale du patronat français

La dénonciation de cet égoïsme patronal ne réussira pas à être étouffée par des procédures judiciaires visant à empêcher que la CGT ne poursuive son travail de vérité sur les pratiques détestables du patronat.

Face à ces manœuvres, les syndiqués CGT des agents territoriaux de la Ville de Montreuil, réunis en Commission Exécutive, ont tenu à exprimer à l'unanimité, leur soutien à leur secrétaire générale Sophie Binet, injustement accusée « d'injures publiques » par un mouvement patronal proche de l'extrême droite.

Pour les territoriaux de Montreuil, Sophie Binet n'a fait qu'user de sa liberté de penser, sa liberté d'expression et sa liberté de parole au travers de l'emploi d'un dicton populaire parfaitement adapté à la description de l'attitude de désertion dans l'adversité d'une partie du patronat français qui privilégie la sauvegarde de ses intérêts financiers à la recherche permanente de la construction collective de l'intérêt général.

*« Sophie, chère camarade, sache que tu peux compter de façon indéfectible sur les « territoriaux de Montreuil ». Militants syndicaux d'un territoire de lutte, de contestation, de résistance et de combats, un territoire aux valeurs de solidarité, d'accueil, de partage et de fraternité, elles et ils t'aideront toujours à faire entendre la voix de celles et ceux qui dérangent, de celles et ceux qui émettent haut et fort une critique sociale dérangeante pour les nantis. A ta suite, face à l'attitude prédatrice d'un patronat aux abois, confronté à l'échec de ses propres choix économiques et au réveil des travailleuses et des travailleurs, les territoriaux de Montreuil n'accepteront jamais d'être les nouveaux esclaves muets du capital au XXI<sup>e</sup> siècle ! »*

*« S'en prendre à l'une d'entre nous c'est s'en prendre à toute la CGT et plus largement à tout le mouvement social debout contre les inégalités et l'injustice ».*

(...)

Oui chère Sophie tu as raison de dénoncer l'attitude du patronat alors que chaque année en raison des délocalisations, de l'évasion et de la fraude fiscale, des milliards d'euros manquent au financement de la solidarité nationale. Ce n'est pas toi Sophie qui devrait te retrouver devant les tribunaux mais ces patrons sans scrupules.

Si injure il devait y avoir ce serait celle faite contre la dignité humaine des travailleuses et des travailleurs à qui le patronat verse des rémunérations si basses qu'elles et qu'ils ne peuvent même plus vivre de leur travail.

**Malgré ces attaques, nous demeurons confiants.** Nous ne doutons pas que la Justice saura faire la lumière sur les réelles intentions de ce mouvement patronal ETHIC qui porte décidément bien mal son nom... Car, cette mise en examen est une procédure quasi-automatique dans ce type de plainte et non une pré-validation des accusations mensongères portées contre toi. Ce n'est pas la ligne éditoriale de Valeurs Actuelles et de Challenges réunis où sévit Cette Sophie de Menthon qui t'accuse qui dictera le droit et la liberté d'expression du mouvement social.

Alors que le 2 décembre dernier nous lançons dans la rue une alerte rouge contre les projets budgétaires du Gouvernement Lecornu II, avec cette tentative de bâillonner la parole syndicale, le patronat franchit la ligne rouge que nous, militants syndicaux de la Ville de Montreuil ne cesseront de dénoncer et de combattre comme nos prédécesseurs l'ont fait depuis 130 ans. En 130 ans aucune manœuvre même plus brutale encore que cette procédure judiciaire n'a réussi à nous faire taire. **Ce n'est pas un coup de menton du patronat qui parviendra à faire taire la voix syndicale.**

Nous ne laisserons pas l'extrême droite patronale prendre le pouvoir. Derrière toi, chère Sophie, il y aura toujours une ou un syndiqué CGT pour barrer la route aux porteurs de la peste brune et mener la contre-offensive sociale dont le pays a besoin.

**Montreuil, décembre 2026**  
**Commission exécutive**  
**de la CGT des agents territoriaux de la Ville de Montreuil**

*CGT des territoriaux de Montreuil*  
*Bourse du Travail - 24, rue de Paris 93100 Montreuil*  
*cgt@montreuil.fr / 06.25.54.85.01*